

## ALLEGATO E- Elenco Autorità francesi competenti per le segnalazioni esterne (ANNEX to the Decree no. 2022-1284 of October 3, 2022)

AMBITO	AUTORITA'
Marchés publics	Agence française anticorruption (AFA), pour les atteintes à la probité;
	<ul> <li>Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), pour les pratiques anticoncurrentielles;</li> </ul>
	<ul> <li>Autorité de la concurrence, pour les pratiques anticoncurrentielles;</li> </ul>
Services, produits et marchés financiers et prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme	<ul> <li>Autorité des marchés financiers (AMF), pour les prestataires en services d'investissement et infrastructures de marches</li> </ul>
	<ul> <li>Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), pour les établissements de crédit et organismes d'assurance</li> </ul>
Sécurité et conformité des produits	<ul> <li>Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)</li> </ul>
	<ul> <li>Service central des armes et explosifs (SCAE)</li> </ul>
Sécurité des transports	<ul> <li>Direction générale de l'aviation civile (DGAC), pour la sécurité des transports aériens</li> </ul>
	<ul> <li>Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre (BEA-TT), pour la sécurité des transports terrestres (route et fer)</li> </ul>
	<ul> <li>Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA), pour la sécurité des transports maritimes</li> </ul>
Protection de l'environnement	<ul> <li>Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD)</li> </ul>
Radioprotection et sûreté nucléaire	Autorité de sûreté nucléaire (ASN)
Sécurité des aliments	<ul> <li>Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER)</li> </ul>
	<ul> <li>Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)</li> </ul>
Santé publique	<ul> <li>Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)</li> </ul>
	<ul> <li>Agence nationale de santé publique (Santé publique France, SpF)</li> </ul>
	Haute Autorité de santé (HAS)
	Agence de la biomédecine
	<ul> <li>Etablissement français du sang (EFS)</li> </ul>



	<ul> <li>Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN)</li> </ul>
	<ul> <li>Inspection générale des affaires sociales (IGAS)</li> </ul>
	<ul> <li>Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des médecins, pour l'exercice de la profession de médecin</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, pour l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des sages-femmes, pour l'exercice de la profession de sage-femme</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des pharmaciens, pour l'exercice de la profession de pharmacien</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des infirmiers, pour l'exercice de la profession d'infirmier</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, pour l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des pédicures-podologues, pour l'exercice de la profession de pédicure-podologue</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des vétérinaires, pour l'exercice de la profession de vétérinaire</li> </ul>
Protection des consommateurs	<ul> <li>Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)</li> </ul>
Protection de la vie	<ul> <li>Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)</li> </ul>
privée et des données personnelles, sécurité des réseaux et des	<ul> <li>Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)</li> </ul>
systèmes d'information	
Violations portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne	Agence française anticorruption (AFA), pour les atteintes à la probité
	<ul> <li>Direction générale des finances publiques (DGFIP), pour la fraude à la taxe sur la valeur ajoutée</li> </ul>
	<ul> <li>Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), pour la fraude aux droits de douane, droits anti-dumping et assimilés</li> </ul>
Violations relatives au marché intérieur	<ul> <li>Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), pour les pratiques anticoncurrentielles</li> </ul>
	<ul> <li>Autorité de la concurrence, pour les pratiques anticoncurrentielles et les aides d'Etat</li> </ul>
	<ul> <li>Direction générale des finances publiques (DGFIP), pour la fraude à l'impôt sur les sociétés</li> </ul>



Activités conduites par	<ul> <li>Contrôle général des armées (CGA)</li> </ul>
le ministère de la défense	Collège des inspecteurs généraux des armées
Statistique publique	Autorité de la statistique publique (ASP)
Agriculture	<ul> <li>Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER)</li> </ul>
Education nationale et enseignement supérieur	Médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
Relations individuelles et collectives du travail, conditions de travail	Direction générale du travail (DGT)
Emploi et formation professionnelle	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)
Culture	<ul> <li>Conseil national de l'ordre des architectes, pour l'exercice de la profession d'architecte</li> </ul>
	<ul> <li>Conseil des maisons de vente, pour les enchères publiques</li> </ul>
Droits et libertés dans le cadre des relations avec les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics et les organismes investis d'une mission de service public	Défenseur des droits
Intérêt supérieur et droits de l'enfant	Défenseur des droits
Discriminations	Défenseur des droits;
Déontologie des personnes exerçant des activités de sécurité	Défenseur des droits